



Guide thématique

Ne laisser personne de côté dans la pratique

Migration

Par Gemma Hennessey, Overseas Development Institute

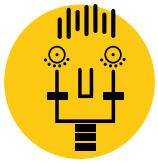


La migration représente une opportunité d'atteindre les objectifs de développement durable, de ne laisser personne de côté.

L'engagement de ne laisser personne de côté (NLPC), qui est au cœur de l'Agenda 2030 pour le développement durable, vise à mettre fin à la pauvreté absolue et à lutter contre les inégalités afin d'assurer que les groupes défavorisés et discriminés – ceux qui ont été « laissés de côté » – puissent combler le retard accumulé par rapport à ceux qui ont connu des progrès plus importants. Souvent marginalisés et exposés à des vulnérabilités particulières, les migrants sont l'un de ces groupes qui risquent d'être laissés de côté. C'est notamment le cas des migrants en situation de précarité, tels que les personnes déplacées de force prises au piège de crises prolongées, celles qui sont en situation de migration ou d'emploi irréguliers et celles qui sont exposées à des risques accrus, comme les femmes et les enfants.

Si aucune réponse n'est apportée aux besoins spécifiques des migrants, ces derniers seront laissés de côté et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) s'en trouvera entravée. Cependant, la migration n'est pas juste un problème à résoudre. Elle est aussi un important outil de réduction de la pauvreté pour les migrants, leurs familles et les communautés d'origine et d'accueil. Lorsqu'elle est efficacement mise à profit, la migration représente une opportunité d'atteindre les ODD, de réduire la pauvreté et les inégalités, et de ne laisser personne de côté.

Dans une série de 12 exposés et au moyen d'un outil interactif de visualisation des données, l'Overseas Development Institute montre, avec le soutien de la DDC, l'importance fondamentale de la migration pour la réalisation des ODD, afin de ne laisser personne de côté ([cliquer ici pour en savoir plus](#)).



Les migrants peuvent être marginalisés et risquent d'être laissés de côté.

Ils peuvent être exposés à des vulnérabilités particulières, à toutes les étapes du processus de migration : phase pré-migratoire, transit, séjour dans des pays d'accueil, retour dans leur pays. Dans les pays d'accueil, les travailleurs migrants sont davantage susceptibles d'occuper des emplois précaires : les femmes, en particulier, travaillent en général dans des secteurs faiblement rémunérés, moins visibles et moins réglementés, comme le travail domestique, et risquent donc davantage d'être victimes d'exploitation, d'abus et de mauvaises conditions de travail.

C'est en partie parce qu'ils sont plus susceptibles de vivre dans des conditions précaires que les migrants ont souvent difficilement accès aux services de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement ainsi que de protection sociale. Les migrants se heurtent à de nombreux obstacles dans l'accès aux services, même à ceux auxquels ils ont droit. Parmi ces obstacles, il y a lieu de mentionner les barrières linguistiques et culturelles, la discrimination dont ils sont l'objet de la part des prestataires de services ou la crainte d'une telle discrimination, les coûts associés, le manque d'informations et de connaissances sur leurs droits ainsi que, pour les personnes au statut migratoire précaire, la crainte de l'expulsion. Les données ne sont généralement pas ventilées par statut migratoire, les migrants restant ainsi invisibles, ce qui nuit à la compréhension de leurs besoins et de leurs problèmes d'accès aux services de base. Cela est particulièrement vrai pour les groupes difficiles à atteindre, qui tendent à être absents des statistiques officielles et des rapports d'avancement des ODD, comme les migrants vivant dans des lieux informels, les déplacés internes et les réfugiés.

Bien que l'on sache peu de choses sur la couverture sociale des migrants, on estime que 25 % des migrants en situation régulière n'ont aucun accès à la protection sociale. Par ailleurs, comme de nombreux migrants se déplacent entre des pays à faibles et moyens revenus dont les systèmes nationaux de protection sociale sont insuffisants, on pense que la couverture sociale *effective* des migrants est bien moindre.

Lorsque les migrants sont en transit, il leur est particulièrement difficile d'accéder aux services de base, la disponibilité de l'eau et des installations sanitaires est limitée et la qualité des services souvent faible, même dans les établissements formels d'accueil des réfugiés. Les femmes et les filles réfugiées en déplacement sont exposées à la violence, aux abus sexuels et à la traite.

Afin de remédier aux inégalités qu'elles subissent en tant que population marginalisée, il est nécessaire que les gouvernements nationaux et les partenaires de développement mettent en œuvre des politiques et des programmes spécifiques pour les groupes de migrants qui risquent d'être laissés pour compte. Les personnes en situation de crise risquent encore plus de passer entre les mailles du filet ou d'être explicitement exclues par les gouvernements, de sorte que les progrès accomplis en leur faveur dépendent largement des efforts de la communauté internationale.

En outre, tant que les migrants ne seront pas plus visibles dans les données, les acteurs en présence risqueront de les laisser de côté, faute de bien comprendre leurs besoins. Une priorité essentielle est de combler les lacunes en matière de données et de collecter des données ventilées sur les migrants, afin d'identifier les besoins, d'améliorer la couverture des services et d'accroître la redevabilité des gouvernements et des prestataires de services.

La migration peut être un outil efficace de réduction de la pauvreté

La migration peut renforcer le développement, réduire la pauvreté des migrants eux-mêmes, de leur famille, de leur pays d'accueil et de leur pays d'origine, et donc constituer un outil spécifique pour garantir que personne ne soit laissé de côté. Elle permet aux migrants de gagner des salaires plus élevés, sachant que les revenus des personnes qui migrent de pays à faible revenu vers des pays à revenu supérieur augmentent de trois à six fois.¹ Les envois de fonds réduisent considérablement la pauvreté des familles des migrants et on constate qu'ils améliorent l'accès à la santé et à l'éducation et les résultats obtenus.

¹ Banque mondiale (2018) Moving for Prosperity <http://www.worldbank.org/en/research/publication/movingfor-prosperity>

Dans les communautés d'origine des migrants, les envois de fonds peuvent entraîner des changements économiques localisés, par exemple créer des emplois en stimulant la demande de main-d'œuvre. Au niveau macroéconomique, les envois de fonds contribuent souvent davantage au PIB que l'aide au développement. La migration peut également être bénéfique dans les pays d'accueil, car les migrants peuvent contribuer à l'équilibre fiscal de ces derniers, en payant des impôts et en comblant les pénuries de main-d'œuvre.

Outre ses effets bénéfiques sur le développement économique, la migration peut avoir un impact positif sur les normes sociétales. Elle peut être un facteur d'autonomisation des femmes, qui retournent dans leur communauté d'origine avec une plus grande capacité d'action et un meilleur statut social, ce qui incite celle-ci à adopter des normes et des rôles de genre plus équitables.

Le potentiel de la migration n'est pas toujours réalisé

Cependant, la migration n'atteint pas toujours son plein potentiel de réduction de la pauvreté. À tous les stades du processus migratoire, des obstacles financiers et juridiques empêchent de nombreuses personnes de se déplacer, limitant ainsi le potentiel de réduction de la pauvreté lié à la migration. Les coûts de la migration sont plus élevés pour les travailleurs peu qualifiés et dissuadent les pauvres d'émigrer, alors qu'ils auraient le plus à y gagner. En effet, les pays dont le PIB par habitant est plus faible présentent des taux d'émigration plus faibles. En outre, les obstacles juridiques à la mobilité empêchent de nombreuses personnes de migrer d'une manière sûre et régulière.

Les migrants peu qualifiés ou semi-qualifiés sont plus susceptibles d'occuper des emplois précaires et mal rémunérés, en particulier les femmes, qui sont surreprésentées dans les rangs du travail clandestin. Les bas salaires et les emplois de faible qualité limitent les bénéfices économiques potentiels de la migration. De même, les coûts de transaction des envois de fonds sont souvent élevés, ce qui compromet le potentiel de réduction de la pauvreté que recèle la migration. Par exemple, les envois de fonds coûtent au continent africain près de 2 milliards de dollars par an.

Afin d'exploiter pleinement le potentiel de réduction de la pauvreté que représente la migration, il est important de faire baisser les coûts encourus par les candidats à la migration et de réduire les frais de transaction des envois de fonds. Des voies de migration plus ouvertes et légales permettraient à toutes les parties, notamment aux familles les plus pauvres, de mieux tirer parti des avantages de la migration, en assurant que personne ne soit laissé de côté.



Impressum

Éditeur:

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Direction du développement et de la coopération DDC
3003 Berne
www.ddc.admin.ch

Mise en page:

Zoï Environment Network, Genève/Suisse

Contact spécialisé:

Section Assurance de qualité et Réduction de la pauvreté
Tél.: +41 58 465 92 77
E-mail: dezaqualitaetssicherung@eda.admin.ch

Berne, 2020 / © FDFA